

Unité départementale de la Vendée
(Adresse temporaire)
53 rue de Verdun
85000 La Roche sur Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr
Réf Préf : Dossier n°96/0585
Réf DREAL/UD85 : CS – ENV – D.22.0251
Réf DREAL/SRNT : 2022-0363
n° GUN : 0006301132

La Roche sur Yon, le 27 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOCMA SA

Carrière Les Rivières
Les Gruzardières
85480 ST HILAIRE LE VOUHIS

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/05/2022 dans l'établissement SOCMA SA implanté Carrière Les Rivières Les Gruzardières 85480 ST HILAIRE LE VOUHIS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCMA SA
- Carrière Les Rivières Les Gruzardières 85480 ST HILAIRE LE VOUHIS
- Code AIOT dans GUN : 0006301132
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Carrière de roche massive à ciel ouvert.

Inspection réalisée dans le cadre de l'action nationale carrières 2022 sur la gestion des déchets issus de l'extraction et pour le suivi des non-conformités de l'inspection précédente.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivis des suites de l'inspection précédente
- Action nationale Gestion des déchets de l'industrie extractive

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Existence d'une installation de gestion	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 1 et annexe	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage - Gestion et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 11.5	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage - Suivi des quantités	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Gestion et suivi des zones de stockage - Suivi des quantités	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage - Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 11.5	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets - nature et quantités des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets - lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets - traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets - remise en état zone de stockage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis	/	Sans objet
Phasages d'exploitation - NC3 - Suite inspection 2020	Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article Articles 2.1.6 et 1.1.9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A -contrôle	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 11.5	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Existence d'un plan de gestion des déchets de moins de 5 ans	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets - Impacts et mesures préventives	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis	/	Sans objet
Plan de gestion des déchets - procédures de contrôle et de surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis	/	Sans objet
Mesure de débit au point de rejet - NC1 - Inspection 2020	Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article Article 3.1.2.3	/	Sans objet
Dispositifs de limitation d'émissions de poussières - NC 2 -Suite insp 2020	Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article Article 3.1.5	/	Sans objet
Classement nomenclature ICPE - FSNC1- Suite insp 2020	Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article Article 1.1.4	/	Sans objet
Circulation des engins - Suite FSNC 2 inspection 2020	Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article Article 2.1.18	/	Sans objet
Dispositifs de limitation d'émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article Article 3.1.5	/	Sans objet
Déversement de matières dangereuses-FSNC 4 - Suite inspection 2020	Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article Article 3.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a pu constater l'absence d'un bassin à boues dans la liste des installations de gestion de déchets d'où il découle plusieurs faits susceptibles de suites.

Les non conformités et faits susceptibles d'être non conformes de la visite précédente ont pu être levés à l'exception de la NC 3 maintenue en l'attente des documents prévus.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 1 et annexe
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence installation de gestion de déchets
Prescription contrôlée : L'arrêté ministériel du 22/09/1994 « fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. » « On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I » de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 encadrant les carrières.
Constats : L'exploitant indique dans son plan de gestion (version du 13 juin 2017) que l'ensemble des déchets d'extraction du site sont soit replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état, soit utilisés à des fins de construction liées au processus d'extraction. Toutefois, lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un bassin à boues destiné à recueillir les fines issues des bassins de décantation. Avis de l'inspection : Ce bassin à boues constitue une zone de stockage. Le plan de gestion des déchets devra être complété en conséquence. L'exploitant devra préciser si les fines de décantation sont envisagées à être réintroduites dans la fabrication des GNTA.
Observations : néant
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage - Gestion et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : La zone de stockage constituée par le bassin à boues (voir le point de contrôle précédent) ne fait pas actuellement l'objet de mesures d'entretien permettant d'assurer sa stabilité physique et d'éviter tout risques de débordement. Avis de l'inspection : L'exploitant doit transmettre à l'inspection les mesures qu'il propose pour y parvenir et complète le plan de gestion.
Observations : néant
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage - Suivi des quantités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Gestion et suivi des zones de stockage - Suivi des quantités
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : L'exploitant a précisé dans le plan de gestion (page 6) les quantités de terre végétale décapée et stériles de découvertes stockés en merlons périphériques en précisant que ce type de production est achevé. Avis de l'inspection : L'exploitant doit compléter le plan de gestion en précisant les quantités et caractéristiques des matériaux qui sont stockés dans le bassin à boues.
Observations : néant
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage - Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Localisation des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Le plan joint au plan de gestion des déchets fait apparaître les merlons périphériques et il est précisé par ailleurs dans le plan que ces merlons seront maintenus en place de façon permanente (sauf modifications induites par une éventuelle extension de la carrière) : ils ne constituent donc pas une zone de stockage au sens de l'arrêté de 1994. Le bassin à boues est absent du plan topographique. Avis de l'inspection : L'exploitant doit ajouter sur le plan topographique le bassin à boues (voir points de contrôle précédents).
Observations : L'inspection considère qu'il est pertinent de maintenir les merlons dans le plan de gestion afin de permettre un suivi régulier en particulier de leur stabilité, même s'ils ne constituent pas une zone de stockage stricto sensu.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A -contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010.
Constats : Le site n'est pas concerné par des installations de gestion de déchets de catégorie A.
Observations : néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Existence d'un plan de gestion des déchets de moins de 5 ans

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Mise à jour du PGD
Prescription contrôlée : Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : La dernière version du plan de gestion est en date du 13 juin 2017. L'exploitant précise qu'il a prévu de le réviser en 2022.
Observations : L'exploitant est invité à transmettre à l'inspection des installations classées ,au plus tard au 31/12/2022, la version révisée qui tiendra compte en particulier des compléments et modifications vus lors de cette inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets - nature et quantités des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contenu du PGD
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation.
Constats : L'inspection constate que le plan de gestion des déchets contient les informations demandées (Plan de gestion, page 6) en ce qui concerne les merlons mais ne contient pas les informations relatives au bassin à boues identifié lors de la visite. Le PGD précise qu'il n'y a pas de déchets de production. Avis de l'inspection : L'exploitant doit compléter le plan de gestion avec les informations concernant le bassin à boues.
Observations : néant
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets - lieu d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contenu du PGD
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles.
Constats : Constats : L'inspection constate que le plan de gestion des déchets contient les informations demandées (Plan de gestion, page 6) en ce qui concerne les merlons. Cependant, il n'y a pas d'information concernant le bassin à boues. Avis de l'inspection : L'exploitant doit compléter le plan de gestion en précisant sur le plan de localisation le lieu d'implantation du bassin à boues.
Observations : néant
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets - traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contenu du PGD
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets
Constats : L'inspection constate que le plan de gestion des déchets contient une partie des informations demandées (Plan de gestion, pages 5 et 6 : carrière - page 6 : merlons) à savoir la description de l'exploitation (carrière) et la valorisation (merlons). Avis de l'inspection : L'exploitant doit compléter le plan de gestion avec les informations concernant le bassin à boues.
Observations : néant
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets - Impacts et mesures préventives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contenu du PGD
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives prises.
Constats : L'exploitant rappelle que le stockage sous forme de merlons ne présente pas ni de risques en terme de stabilité (pentes évitant tout risque de stagnation des eaux) ni de risques d'émanations de poussières étant donné la végétalisation des merlons. Par ailleurs, le suivi des eaux est assuré annuellement (voir point de contrôle suivant).
Observations : néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets - procédures de contrôle et de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article Article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contenu du PGD
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient les procédures de contrôle et de surveillance proposées.
Constats : Le plan de gestion précise qu'un suivi annuel de la qualité des eaux d'exhaure et de ruissellement rejetées est en place et concerne l'ensemble du site (paramètres mesurés : pH, matières en suspension, hydrocarbures totaux).
Observations : néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositifs de limitation d'émissions de poussières - NC 2 -Suite insp 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article Article 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air
Prescription contrôlée : Les dispositifs de limitation d'émissions de poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets que possible.
Constats : La non conformité 2 était due à la présence , sur le bâtiment abritant les installations tertiaires, d'une zone en hauteur ou le bardage était endommagé et d'une zone en bas laissant passer les poussières. L'exploitant indique avoir procédé aux réparations le 26/11/2022 et l'inspection a pu le constater par un examen visuel. La NC 2 est levée.
Observations : néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Phasages d'exploitation - NC3 - Suite inspection 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article Articles 2.1.6 et 1.1.9
Thème(s) : Situation administrative, Conformité au dossier d'autorisation et traversée de la RD 52
Prescription contrôlée : Traversée de route (exploitation des parcelles de l'autre côté de la RD 52). Conformité au dossier de demande d'autorisation.
Constats : L'exploitant indique avoir transmis le 27/04/2021 à la DREAL et à la préfecture les informations suivantes : - Les plans de phasage vont être revus pour repositionner l'exploitation de la parcelle de l'autre côté de la RD 52 dans une temporalité adaptée. La mise à jour va prendre en compte relevé topographique prévu en janvier 2021/ - Le bureau d'études va ensuite modifier les plans de phasage. - L'acte de cautionnement sera modifié. - Le préfet sera informé. Avis de l'inspection : L'inspection prend acte de ces informations. La présente non conformité est maintenue dans l'immédiat en tant "susceptible de suites" et pourra être levée à réception des documents prévus.
Observations : néant
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Classement nomenclature ICPE - FSNC1- Suite insp 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article Article 1.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique ICPE
Prescription contrôlée : Classement des activités au titre de la nomenclature des ICPE.
Constats : L'exploitant indique avoir transmis à la DREAL et à la Préfecture le courrier demandé pour les informer de la situation administrative vis-à-vis de l'évolution des rubriques de la nomenclature. La DREAL a confirmé la mise à jour de la situation administrative par courrier en date du 5 juillet 2021. Le FSNC n° 1 est levé.
Observations : néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Circulation des engins -Suite FSNC 2 inspection 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article Article 2.1.18
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation
Prescription contrôlée : La circulation sur le site doit être aménagée de manière à séparer au maximum les trafics des transporteurs et des engins du trafic des particuliers.
Constats : L'inspection constate que des panneaux d'interdiction aux poids lourds ont été mis en place et que ce dispositif permet d'éviter le passage des camions sur la piste de remontée des tombereaux de la carrière. Le FSNC n° 2 est levé.
Observations : néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositifs de limitation d'émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article Article 3.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières, en particulier : Les pistes, les stocks et la zone de remblaiement par des inertes sont arrosées par temps sec.
Constats : Lors de l'inspection de 2020, la zone de chargement des camions à la pelle présente une zone empoussiérée. Les résultats des mesures sont corrects. Toutefois, la mise en place d'un dispositif d'aspersion permettrait de limiter les poussières sur cette zone. L'exploitant précise que le système d'arrosage était en panne lors de la visite de 2020 et a été réparé en décembre 2020. A l'occasion de la présente visite, l'inspection a pu constater que le système d'arrosage était effectivement fonctionnel sur le secteur concerné et que les émissions de poussières étaient faibles (en dépit d'un temps chaud avec un vent soutenu). Le FSNC n° 3 est levé.
Observations : néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Déversement de matières dangereuses-FSNC 4 - Suite inspection 2020

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/07/2010, article Article 3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Dispositions prises en cas d'accident ou de déversement de matières dangereuses vers le milieu naturel.
Constats : Un dispositif de fermeture a été mis en place sur le rejet des eaux de la carrière vers le milieu extérieur. Lors de la visite de 2020, ce dispositif était difficilement accessible au vu de la végétation présente sur le pourtour du bassin. L'exploitant indique avoir procédé depuis à un débroussaillage de la zone. A l'occasion de la présente visite, l'inspection constate que le dispositif de fermeture est maintenant accessible. Le FSNC n° 4 est levé.
Observations : néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet